

Glissez cette icône dans la barre des tâches Windows pour accéder plus rapidement au site web de Radio-Canada. [Fermer](#)

## Un sommet sur l'enseignement supérieur en février prochain

Mise à jour le jeudi 8 novembre 2012 à 18 h 48 HNE



Le reportage de Normand Grondin

La première ministre Pauline Marois a annoncé jeudi que le sommet sur l'enseignement supérieur se déroulera en février 2013.

Accompagnée de son ministre de l'Enseignement supérieur, Pierre Duchesne, et du député de Laval-des-Rapides, Léo Bureau-Blouin, la première ministre a expliqué qu'il s'agit d'un exercice sur l'avenir de l'éducation.

« Le sommet n'est pas une finalité », a dit le ministre Duchesne, présentant cette rencontre comme un « nouvel engagement, 50 ans après le rapport Parent ».

Différentes étapes mèneront au sommet, a-t-il précisé, dont quatre rencontres sur les thèmes de la qualité, de l'accessibilité, de la gouvernance et du financement de l'éducation.

Le ministre Duchesne a expliqué que le tout servirait à établir des constats pour arriver au sommet en ayant précisé des choses. La première rencontre aura lieu les 29 et 30 novembre.

L'Institut du Nouveau Monde tiendra notamment des assemblées citoyennes avec des jeunes en février.

Le député Léo Bureau-Blouin a expliqué qu'il s'occuperait de l'aspect numérique de la consultation, notamment des réseaux sociaux. Il fera le « pont entre les jeunes et le gouvernement », a-t-il dit.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FÉUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont accueilli favorablement la tenue du Sommet : « Tous les éléments sont réunis pour avoir un débat ouvert, constructif et fructueux », s'est exclamée la présidente de la FECQ, Éliane Laberge, sur les réseaux sociaux.

Pour sa part, le secrétaire aux communications de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSE), Ludovic Moquin-Beaudry a eu ce commentaire : « On va se faire un plaisir de montrer au gouvernement, celui-ci comme le précédent, que la gratuité scolaire c'est un choix réalisable et que les raisons pour lesquelles ça n'a pas été mis en pratique ne sont pas d'ordre économique mais politique. »

« La clé, si on ne veut pas tourner en rond, c'est de s'entendre sur le niveau de sous-financement des universités. Je ne peux pas croire qu'on ait une première ministre et un ministre de l'Enseignement supérieur qui doutent du sous-financement des universités. Ça me jette par terre », a déclaré le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

De son côté, le Parti libéral doute de l'issue de ce sommet.

« Le ministre a budgeté un gel, Mme Marois parle d'une indexation. Ce qui est important de savoir c'est que c'est le contribuable qui va finir par payer. Que ce soit une indexation ou un gel, ce sera insuffisant », a déclaré le porte-parole libéral en matière d'enseignement supérieur, Gerry Sklavounos.

Le sommet se tiendra un an après une crise sociale majeure qui a paralysé le monde de l'éducation plusieurs mois, tant au niveau collégial qu'universitaire. La crise est née d'un mouvement d'opposition à la hausse des droits de scolarité annoncée par le ministre des Finances de l'époque, Raymond Bachand.

Pauline Marois, alors dans l'opposition, avait promis d'intervenir notamment en tenant un sommet sur l'enseignement supérieur.



## En complément

